

Reporters sans frontières

Revue de presse

04 avril 2008

JO PÉKIN 2008

Reporters sans frontières a obtenu copie d'un document interne du CIO qui minimise les événements au Tibet et les appels au boycott

Reporters sans frontières a obtenu copie d'un document adressé par Jacques Rogge à tous les membres du Comité international olympique (CIO), dans lequel il établit une stratégie de communication sur la crise au Tibet et le débat autour du boycott des Jeux olympiques.

"Alors que le mouvement olympique se réunit à Pékin, nous attendions du CIO un sursaut de courage pour demander aux autorités chinoises de cesser les violences au Tibet et les violations des droits de l'homme en Chine. Au contraire, le CIO adresse à ses membres un texte qui minimise les abus commis en Chine et rappelle en permanence que le mouvement olympique n'a pas à se mêler d'affaires politiques", a affirmé l'organisation.

"Jacques Rogge doit sortir le mouvement olympique de son silence scandaleux qui met en péril le succès des Jeux olympiques. Le président du CIO doit rappeler les autorités chinoises au respect de leurs engagements pris en 2001 lorsque la Chine a reçu l'organisation des JO", a ajouté Robert Ménard, secrétaire générale de l'organisation.

Le 17 mars 2008, Jacques Rogge a adressé une lettre à tous les membres du CIO pour les informer de l'attitude à tenir face à la crise du Tibet et aux "spéculations dans les médias" sur le boycott. Dans son introduction, le président du CIO précise que les événements au Tibet sont troublants mais ne mettront pas en cause le "succès" des Jeux olympiques. De même, il affirme qu'aucun gouvernement ni organisation "crédible" soutient l'idée d'un boycott.

Dans ce mémo interne de onze pages, le service de communication du CIO rejette toute implication directe du comité dans la résolution de la crise du Tibet, même s'il est recommandé aux membres d'exprimer leur préoccupation. "L'engagement de la Chine au Tibet concerne strictement sa politique sociale. Ces sujets ne sont pas abordés avec le pays qui accueille les JO, y compris avec le CIO", signale le document.

Dans ce document, le CIO apporte à ses membres une liste des supposées améliorations des droits de l'homme en Chine. La reprise annoncée du dialogue entre la Chine et les Etats-Unis, la signature d'un pacte onusien sur les droits de l'homme (jamais ratifié) et l'élection de la Chine au Conseil des droits de l'homme des Nations unies sont les exemples relevés par le CIO. "En aucun cas ces trois faits n'ont eu un effet direct sur la situation des droits de l'homme. Au contraire, la Chine utilise sa position au Conseil des droits de l'homme pour saboter des résolutions en faveur de la liberté d'expression dans le monde", a précisé Reporters sans frontières.

Affirmant à plusieurs reprises que les Jeux olympiques servent de "catalyseur" pour un dialogue sur le Tibet et son indépendance, le CIO refuse de s'impliquer dans la résolution de crise jugée "complexe". "Le CIO partage le désir du monde que le gouvernement chinois apporte une solution pacifique aussi vite que possible", est le principal message que veut délivrer Jacques Rogge, tout en ajoutant, à la page suivante, que le comité n'aborde pas ces sujets avec le pays qui accueille les JO.

"Les manifestants devraient comprendre qu'ils participent à des manifestations à leurs propres risques. Les actions des autorités locales peuvent inclure des arrestations, des détentions, des contraintes. Le CIO n'interférera pas avec les actions des autorités locales", précisent les services de Jacques Rogge concernant les mouvements de contestation lors du passage de la flamme.

Par ailleurs, Reporters sans frontières a été informée que le 7 mars, le CIO a organisé à Pékin une formation pour les responsables du Comité organisateur des Jeux de Pékin (BOCOG) sur l'information en temps de crise. "Au vue de la propagande déployée par les autorités lors de la crise du Tibet, on peut douter de l'efficacité de la formation proposée par le CIO", a conclu Reporters sans frontières.

.....

Reporters Without Borders

Press release

4 April 2008

BEIJING GAMES 2008

Tibet events and boycott calls minimised in IOC internal memo

Reporters Without Borders has obtained a copy of an 11-page internal memo which International Olympic Committee president Jacques Rogge sent to all IOC members setting out a communication strategy for the Tibet crisis and the debate about a boycott of the Olympic Games.

"As the Olympic movement meets in Beijing, we were hoping the IOC would finally pluck up the courage to ask the Chinese authorities to stop the violence in Tibet and human rights violations in China," Reporters Without Borders secretary-general Robert Ménard said. "Instead the IOC has sent its members a memo minimising China's abuses and reiterating the position that the Olympic movement does not meddle in politics."

Ménard added: "Jacques Rogge needs to end the Olympic movement's disgraceful silence, which is endangering the success of the Olympic Games. The IOC needs to tell the Chinese authorities that they have to respect the commitments they gave in 2001 when China was awarded these games."

The purpose of Rogge's 17 March memo was to tell all IOC members what position they should take in response to the Tibet crisis and the media "speculation" about a boycott. In his introduction, the IOC president says the events in Tibet are disturbing but will not jeopardise the "success" of the Olympic Games. He also says that no "credible" government or organisation is supporting the idea of a boycott.

The memo, written by the IOC's public relations department, rules out any direct IOC involvement in resolving the Tibet crisis, even if it recommends that members express their concern. "China's involvement in Tibet strictly concerns its social and political policy," the memo says. "It is not related to the country's hosting of the Games, nor to its relationship with the IOC."

The memo provides IOC members with a list of supposed human rights improvements in China. The announced resumption of dialogue between China and the United States, the signing of a UN covenant on human rights (that was never ratified) and China's election to the UN Human Rights Council are some of the examples cited.

"None of these three events have had the least direct effect on the human rights situation," Reporters Without Borders said. "On the contrary, China is using its position on the UN Human Rights Council to sabotage resolutions in support of free speech worldwide."

The memo repeats several times that the Olympic Games are serving as a "catalyst" for a dialogue on Tibet and its independence but rules out IOC involvement in the resolution of the "complex" crisis. The message that Rogge wants to get across is that "The IOC shares the world's desire for the Chinese government to bring about a peaceful resolution as quickly as possible." But the memo adds on the next page that the IOC does not raise such matters with countries that host the games.

Regarding the staging of protests as the Olympic flame passes, the memo says: "Demonstrators should understand that they take part in demonstrations at their own risk. Actions of local authorities may include arrest, detention or restraint. The IOC will not interfere with the actions of local authorities."

Reporters Without Borders has learned that the IOC organised a training session on information in times of crisis for members of the Beijing Organising Committee for the Olympic Games (BOCOG) on 7 March in Beijing. "After seeing the propaganda put out by the authorities during the Tibet crisis, we question the effectiveness of the training offered by the IOC," Reporters Without Borders said.